Le conflit tchétchène : une épreuve pour la démocratie russe

Autor(en): **Stoeckli, Fritz**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **140 (1995)**

Heft 5

PDF erstellt am: **28.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-345527

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Le conflit tchétchène: une épreuve pour la démocratie russe

Par le brigadier Fritz Stoeckli*

Les événements tragiques qui se déroulent depuis l'automne 1994 en Tchétchénie constituent une épreuve pour la démocratie russe et peuvent retarder son dévelopement. En effet, des sondages récents[1] montrent que les néo-communistes et leurs alliés, partisans d'une ligne dure et d'un retour aux méthodes autoritaires, gagnent du terrain en raison du marasme économique et des incertitudes résultant de la guerre. Cette menace doit être prise au sérieux, mais les progrès de la démocratie dans les médias permettront sans doute de contenir cette évolution dangereuse pour la Russie. L'Occident, en particulier la Suisse appelée à jouer un rôle important par sa présidence de l'OSCE en 1996, doit contribuer de manière active au renforcement de la démocratie russe. Dans ce contexte, une approche souple sera plus efficace qu'un rejet systématique de la Russie des organisations européennes et des programmes de coopération, comme ce fut le cas récemment à Strasbourg et à Bruxelles.

La liberté d'expression des médias russes, encore relative, permet de se faire une idée plus précise de la situation que par le passé et de reconnaître les oppositions à la politique d'un Boris Yeltsine inspiré par les durs de son Conseil de Sécurité. La Russie d'aujourd'hui ne présente plus le visage monolithique de l'ex-URSS et les divergences deviennent évidentes. L'intervention militaire en Tchétchénie divise la classe politique et l'armée elle-même, ce qui ouvre un débat public, inconcevable encore récemment. Dans ces conditions, l'attitude courageuse de Sergueï Kovalev, membre de la Douma (le Parlement russe) et conseiller de Boris Yeltsine pour les questions relatives aux droits de l'homme, tranche singulièrement avec la langue de bois de certains dignitaires habitués aux méthodes de l'ancien régime. Kovalev avait adressé en décembre dernier un appel aux Nations Unies, à l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et au Conseil de l'Europe, leur demandant, en vain, de faire pression sur le gouvernement russe. Il s'agissait d'éviter ainsi une guerre dont la majorité du peuple russe ne voulait pas[2]. Un groupe d'intellectuels s'adressa également à Boris Yeltsine dans un encart payant, publié dans les *Izvestiya* du 28 décembre. De telles interventions, impensables avant 1991, révèlent le progrès de la démocratie. Sergueï Kovalev a néanmoins été démis de ses fonctions par la Douma le 10 mars, à la suite d'un vote massif des nationalistes et des pro-communistes.

Chez les chefs militaires, le recours à la force a également suscité des prises de position courageuses et nettes. Ainsi, le colonel-général Edouard Vorob'yev, commandant en second des forces terrestres russes, a refusé d'assumer la direction des opérations militaires[3]. Cette attitude courageuse fut sanctionnée, le 17 décembre, par sa mise en disponibilité. De son côté, le général Boris Gromov, ancien commandant de la 40e Armée russe en Afghanistan, formula des critiques sévères en janvier[4] et fut muté en février auprès du ministère des Affaires étrangères, en qualité de conseiller militaire. Parmi d'autres officiers de haut rang, le général Alexandre Lebed prit également ses distances par rapport à l'intervention

*L'auteur, ancien commandant de la brigade frontière 2, est membre étranger du Conflict Studies Research Center de l'Académie Militaire Royale de Sandhurst (Grande-Bretagne).

armée. Se trouvant à la tête de la 14e Armée déployée dans une région stratégiquement importante, cet officier n'a pas été inquiété pour le moment. Selon les *Izvestiya*[5], il serait également un candidat potentiel à la succession du ministre de la Défense Pavel Gratchev, la «bête noire» des milieux progressistes russes.

Par un manque de coopération dans le domaine de l'information, digne de l'époque de la guerre en Afghanistan, le ministère de la Défense défie ouvertement l'opinion publique et une partie de la classe politique. Ainsi, peu d'informations sont fournies au sujet des opérations, des pertes et du sort des conscrits en général. A notre avis, cette attitude relève davantage d'un refus que du chaos caractérisant l'administration russe, car on peut admettre que les ministères chargés de la sécurité sont restés très performants dans le domaine du renseignement et du personnel. Le manque d'informations a par conséquent entraîné la création de réseaux parallèles très efficaces, permettant aux familles de retrouver la trace de soldats disparus, blessés ou simplements déplacés. Cette situation montre le chemin qui reste à parcourir face aux vieux réflexes et à la politique de désinformation hérités de l'ancien régime. Ainsi à la fin janvier, le ministère annonçait 250 tués et 500 blessés dans les rangs de l'armée russe à Grozny, des chiffres nettement inférieurs à ceux des médecins militaires sur place, qui faisaient état de près de 1000 tués et de 5000 blessés[6]. Ce n'est qu'en mars que ces chiffres furent admis officiellement[7,8]. Il est également question, pour la première fois, de 1500 à 2000 tués russes ayant combattu du côté de Doudayev[8].

L'attitude prudente de la Douma, politiquement divisée, a permis à un noyau dur de répondre par la force à la dissension tchétchène. Forts de l'expérience de 1991 et de 1993, mais au mépris de l'expérience afghane, le Conseil de Sécurité de la Fédération de Russie et une partie du commandement de l'armée ont préparé la destitution de Doudayev. Son régime autoritaire et népotique, issu des turbulences de 1991, était comparable à celui de certaines républiques d'Asie centrale et, par conséquent, peu recommandable, mais le pouvoir russe commit de nombreuses erreurs à son égard[9].

Présentée comme une simple opération de police, l'intervention militaire déclenchée en décembre faisait suite à l'échec du soulèvement de l'opposition tchétchène, soutenue par les services secrets russes. Ce premier échec aurait dû inciter les Russes à tirer les leçons qui s'imposaient et à préparer soigneusement l'intervention des forces terrestres, Grozny n'étant pas comparable à Moscou. De plus, les moyens militaires relativement importants, récupérés par Doudayev lors de la sécession en 1991, étaient parfaitement connus du commandement russe[8]. Ce fait a été relevé par le maréchal E. Chapochnikov[11], ancien ministre de la Défense à l'époque. Les Tchétchènes disposaient en effet d'un arsenal important, comprenant au minimum 42 chars *T-72/80*, 140 véhicules blindés, 139 pièces d'artillerie, 100 canons antichars, de nombreuses armes antichars légères, ainsi que d'une logistique importante. Ces moyens ont été renforcés depuis[12]. Par conséquent, une simple opération de police était vouée à l'échec dès le départ.

Dans ces conditions, la liquidation rapide du régime de Doudayev, prédite par le général Gratchev, conduisit à un désastre dont la Russie n'avait nul beoin. La phase initiale de l'opération terrestre refléta l'incurie dans laquelle les préparatifs eurent lieu, pour reprendre les termes d'un expert militaire russe[13]. Le premier résultat fut le massacre pur et simple de la 131e brigade de fusiliers motorisée, engagée sans grands préparatifs par les Russes, le 31 décembre, autour de la gare de Grozny[14-15]. Des jeunes conscrits, à peine instruits, furent décimés par des combattants tchétchènes de 10 à 15 ans leurs aînés, formés dans l'armée soviétique, pour beaucoup des vétérans de la guerre d'Afghanistan.